

COMMUNIQUE

La FIDH et la Ligue des droits et libertés dénoncent l'ingérence politique dont est victime Droits et Démocratie et réclament auprès du Canada une enquête indépendante

Paris, Montréal 5 mars 2010 - La Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) et son organisation membre au Canada, la Ligue des droits et libertés («la Ligue») dénoncent l'ingérence politique dont est actuellement victime l'organisation canadienne Droits et Démocratie et s'inquiètent de la décision du gouvernement du Canada de nommer M. Gérard Latulippe à la présidence de cette organisation.

L'Organisation Droits et Démocratie a été créée en 1988 par le Parlement canadien afin de promouvoir, au Canada et à l'étranger les droits humains et les droits démocratiques tels que définis dans la Charte internationale des droits de l'Homme. Cette organisation non-partisane a su contribuer grâce à son indépendance de manière effective ces dernières années à la protection et à la promotion des droits humains dans le monde. La FIDH et la Ligue s'inquiètent de la crise actuelle qui met en péril le travail de cette organisation.

La FIDH et la Ligue souhaitent réitérer leur profond désaccord avec les accusations sans fondement portées par l'actuel Conseil d'administration de Droits et Démocratie à l'encontre de deux organisations membres de la FIDH, B'Tselem et Al Haq, dont l'engagement en faveur des droits humains en Israël et dans les Territoires palestiniens occupés jouit d'une reconnaissance internationale. La FIDH et la Ligue sont préoccupées de constater qu'une organisation comme Droits et Démocratie prenne ainsi part à la campagne de discrédit menée à l'encontre des organisations qui dénoncent les violations de droits humains commises par Israël.

La FIDH et la Ligue sont également très préoccupées par la confiance accordée par le gouvernement canadien au Conseil d'administration actuel, réitérée publiquement récemment par le Ministre des Affaires étrangères Lawrence Cannon, ainsi que par la récente nomination par le gouvernement canadien de M. Gérard Latulippe à la présidence de Droits et Démocratie. Certaines positions de ce dernier notamment sur la peine de mort et le mariage homosexuel, telles que dévoilées la semaine dernière dans les médias canadiens dont *Le Devoir*, démontrent clairement que M. Latulippe n'a pas l'autorité morale pour diriger Droits et Démocratie. La FIDH et la Ligue demandent donc au Canada de reconsidérer cette nomination.

Enfin, la FIDH et la Ligue sont consternées d'apprendre que le Conseil d'administration de Droits et Démocratie a décidé de fermer le bureau européen de l'organisation, situé à Genève, invoquant que les institutions de l'ONU tels le Conseil des droits de l'homme ou le Haut Commissariat aux droits de l'homme étaient biaisés à l'égard d'Israël. Or, ces institutions nous paraissent essentielles pour la protection et la promotion des droits humains dans le monde. En outre, grâce à ce bureau, Droits et Démocratie a pu appuyer de nombreuses organisations en leur permettant d'envoyer des représentants qui ont pu ainsi témoigner devant l'une ou l'autre des instances de l'ONU.

La FIDH annonce qu'en conséquence, elle ne soumettra pas de candidature pour l'édition 2010 du prix John-Humphrey. Rappelons que le prix John-Humphrey est décerné chaque année par Droits et Démocratie à une organisation ou une personne pour souligner sa contribution à la cause des droits de la personne et de la démocratie.

Droits et Démocratie, partenaire de longue date de la FIDH traverse depuis près d'un an une crise qui entache gravement sa réputation et fait craindre pour son avenir. C'est pourquoi, la FIDH demande au gouvernement canadien d'ordonner immédiatement la tenue d'une enquête indépendante afin de faire la lumière sur tous les événements récents et de nommer une présidente ou un président dont l'indépendance et l'expertise en droits humains sont reconnues et un conseil d'administration compétent et indépendant. Il en va de la crédibilité du Canada.

La FIDH est une organisation non gouvernementale de défense des droits humains, qui fédère 155 organisations dans plus de 100 pays. La FIDH a un statut consultatif auprès des Nations unies, de l'UNESCO et du Conseil de l'Europe et d'observateur auprès de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples.

<http://www.fidh.org> – <http://www.blogfidh.org>

+33-1 43 55 90 19 - +33-1 43 55 14 12

presse@fidh.org